ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Premier Ministre, le 16 janvier 1950, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté du Régent "réglant l'octroi de l'allocation pour exercice de fonctions supérieures", a donné en sa séance du 21 février 1950 l'avis suivant :

Le Conseil d'Etat propose des modifications de forme qui sont contenues dans le texte ci-après :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE .

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 16e Januari 1950 door de Eerste-Minister verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Regent "houdende regeling van de toekenning van de toelage voor de uitoefening van hogere functies", heeft ter zitting van 21 Februari 1950 het volgend advies gegeven :

De Raad van State stelt enkele vormwijzigingen voor die in de hierna volgende tekst zijn opgenomen :

ARRETE DU REGENT REGLANT L'OCTROI DE L'ALLOCATION POUR EXERCICE DE FONCTIONS SUPERIEURES.

CHARLES, Prince de Belgique,
Régent du Royaume,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 66, alinéa 2, de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant statut des agents de l'Etat;

Vu l'arrêté royal du 30 mars 1939 sur le classement des fonctions de l'Etat en catégories;

Vu l'arrêté du Régent du ..... portant réglementation générale des indemnités et allocations payées par le Trésor au personnel des administrations de l'Etat;

Considérant que, pour assurer le bon fonctionnement des services de l'Etat, des agents peuvent être chargés de remplir des fonctions supérieures vacantes ou momentanément non occupées; que ces agents doivent être rémunérés selon les responsabilités qu'ils assument et les travaux qu'ils exécutent;

Vu l'avis de la commission chargée de la revision des indemnités et allocations de toute nature liquidées aux personnes rétribuées à charge du Trésor et aux personnes non rétribuées à charge du Trésor;

Vu l'avis de la Commission interdépartementale de consultation syndicale;

Vu l'accord du Comité du Budget, donné le ....

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Premier Ministre et de l'avis des ministres qui en ont délibéré en Conseil,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

Le bénéfice d'une allocation est accordé aux agents de l'Etat dont les traitements sont régis par l'arrêté du Régent du 21 juin 1949 portant statut pécuniaire du personnel des administrations de l'Etat et qui assument une fonction supérieure à celle de leur grade.

Cette allocation est accordée, que la fonction supérieure soit vacante ou qu'elle soit momentanément non occupée par son titulaire.

Le seul fait qu'un emploi est vacant ou momentanément non occupé par son titulaire n'implique pas la nécessité de conférer l'emploi ad interim.

Article 2.-

Par fonction supérieure, il faut entendre toute fonction prévue au cadre, et dont l'attribution est de nature à consacrer un avancement de grade.

Article 3.-

Au sein de chaque ministère, l'exercice d'une fonction déterminée vacante ou provisoirement non occupée par son titulaire, est confié à l'agent de grade inférieur jugé le plus apte à faire face aux nécessités immédiates du service ou dont la désignation entraîne le moins d'inconvénients pour la bonne marche du service.

Dans la mesure des possibilités, le Ministre ou son délégué désigne, par préférence, un agent qui remplit les conditions statutaires requises pour être nommé à cette fonction.

Article 4.-

A défaut d'agents qualifiés dans le ministère intéressé et sur proposition du conseil de direction de ce ministère, l'exercice d'une fonction supérieure peut être confié à un agent d'un autre ministère, pour autant que la fonction de son grade effectif se trouve classée, au sens de l'arrêté royal du 30 mars 1939, dans la même catégorie que celle dans laquelle est rangée la fonction à confier à titre précaire, ou que l'agent intéressé remplisse les conditions requises par le statut des agents de l'Etat pour accéder à cette catégorie.

Article 5.- .... (comme au projet).....

Article 6.-

La désignation prévue à l'article 3 n'est valable que pour une période qui ne peut dépasser une demi-année.

2ème alinéa : .... (comme au projet).....

Article 7.-

L'allocation est due dès le jour où la charge de la fonction supérieure a été exercée, sans préjudice du délai fixé à l'article 5. Elle est payée mensuellement et à terme échu.

Les congés de maladie d'une durée continue de plus de quinze jours sont déduits en totalité de la période d'exercice de la fonction supérieure.

Article 8.-

L'allocation accordée pour l'exercice d'une fonction supérieure est fixée, lors de chaque désignation, au montant de la différence entre la rétribution que l'agent obtiendrait s'il était nommé au grade de la fonction assumée provisoirement et la rétribution dont il jouit dans son grade effectif.

Au cours de l'exercice de la fonction supérieure, cette allocation est diminuée des augmentations de traitement dont l'intéressé bénéficie dans son grade effectif et augmentée de celles dont il aurait bénéficié d'après le barème de traitement afférent à la fonction exercée provisoirement, s'il avait été promu à titre définitif au moment où il a effectivement exercé la fonction ad interim.

Cette allocation est calculée sur la base du nombre de jours que comporte la période d'exercice de la fonction supérieure, l'année étant réputée de 360 jours.

Article 9.- ....(texte de l'article 8 du projet)....

Article 10.-

L'exercice d'une fonction supérieure ne confère aucun titre à une nomination définitive à cette fonction.

Cependant, si l'intéressé est promu à titre définitif à l'emploi qu'il a exercé sans interruption, les services prestés ad interim sont pris en considération tant pour la fixation du traitement que pour l'ancienneté dans le grade, sans toutefois pouvoir remonter au delà de la date à laquelle l'intéressé a rempli toutes les conditions statutaires requises par le statut des agents de l'Etat pour accéder au grade.

Article 11.-

Les dispositions organiques en vigueur dans les administrations de l'Etat et relatives à l'interim ou à la suppléance de fonctions supérieures ou dirigeantes sont abrogées.

Article 12.-

Les dispositions des articles 1er, 2, 3 et 5 à 9 du présent arrêté sont étendues aux agents temporaires des cadres administratifs pour l'exercice de fonctions temporaires provisoirement non occupées par le titulaire

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

Article 13.-

Sans préjudice à l'article 6, les agents qui, à la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté, sont chargés de l'exercice d'une fonction supérieure, poursuivront, quelle que soit leur situation statutaire, l'exercice de la fonction supérieure qui leur a été confiée.

Article 14.-

La situation pécuniaire des agents visés à l'article 13 sera revisée dans les trois mois de l'entrée en vigueur du présent arrêté. Cette révision sortira ses effets à la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Article 15.-

Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

Article 16.-

Les Ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE REGENT :

Le Premier Ministre,

Le Ministre des Finances,

BESLUIT VAN DE REGENT WAARBIJ DE TOEKENNING VAN DE TOELAGE VOOR DE UITOEFENING VAN HOGERE FUNCTIES WORDT GEREGELD.

- - - - - - - - - - -

KAREL, Prins van België,
Regent van het Koninkrijk,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op artikel 66, 2e lid, van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 October 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 Maart 1939 omtrent de indeling in categorieën van het Rijkspersoneel;

Gelet op het besluit van de Regent van ..... houdende de algemene regeling van de vergoedingen en toelagen van alle aard door de Schatkist aan het personeel der Rijksbesturen uitgekeerd;

Overwegende dat, om de goede werking van de Staatsdiensten te waarborgen, personeelsleden kunnen gelast worden openstaande of tijdelijk niet waargenomen hogere functies uit te oefenen; dat deze personeelsleden moeten bezoldigd worden volgens de verantwoordelijkheid die zij te dragen hebben en het werk dat zij verrichten;

Gelet op het advies van de commissie voor herziening van de vergoedingen en toelagen van alle aard, uitgekeerd aan de door de Schatkist bezoldigde personen en aan de niet door de Schatkist bezoldigde personen;

Gelet op het advies van de Interdepartementale Syndicale Commissie van Advies;

.../...

Gelet op het akkoord van het Bgrotingscomité, gegeven de .....

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Eerste-Minister en op het advies van de in Raad vergaderde ministers,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Artikel 1.-

Een toelage wordt toegekend aan de leden van het Rijkspersoneel wier wedden geregeld worden bij het besluit van de Regent van 21 Juni 1949 houdende geldelijk statuut van het personeel der Rijksbesturen, en die een hogere functie dan die van hun graad uitoefenen.

Deze toelage wordt verleend, onverschillig of de hogere functie openstaat dan wel of zij tijdelijk niet door de titularis waargenomen wordt.

Het feit alleen dat een betrekking openstaat of tijdelijk niet door haar titularis waargenomen wordt, brengt niet met zich dat zij noodzakelijk ad interim moet begeven worden.

Artikel 2.-

Als hogere functie moet beschouwd worden elke functie die voorkomt in het kader en waarvan de toekenning van zodanige aard is dat zij een bevordering **tot** een hogere graad behelst.

Artikel 3.-

In elk ministerie wordt de uitoefening van een bepaalde functie, die openstaat of voorlopig niet door de titularis waargenomen wordt, toevertrouwd aan het personeelslid met een lagere graad dat het meest geschikt bevonden

.../...

wordt in de onmiddellijke noodwendigheden van de dienst te voorzien of wiens aanwijzing het minste bezwaar voor de goede gang van de dienst met zich brengt.

In de mate van het mogelijke wijst de minister of zijn gemachtigde bij voorkeur het personeelslid aan, dat aan de statutaire vereisten voldoet om tot bedoelde functie benoemd te worden.

Artikel 4.-

Wanneer in het betrokken ministerie geen geschikte personeelsleden voorhanden zijn, mag, op voorstel van de directieraad van dit ministerie, de uitoefening van een hoger ambt toevertrouwd worden aan een personeelslid van een ander ministerie, voor zover de functie van zijn werkelijke graad in de betekenis van het koninklijk besluit van 30 Maart 1939 gerangschikt is in dezelfde categorie als die waarin de tijdelijk toe te kennen functie is ingedeeld, of voor zover het betrokken personeelslid aan de door het statuut van het Rijkspersoneel voorgeschreven vereisten voldoet om toelating tot deze categorie te bekomen.

Artikel 5.- .... (zoals in het ontwerp).....

Artikel 6.-

De aanwijzing bedoeld in artikel 3 geldt slechts voor een periode die niet langer dan een half jaar mag duren.

Tweede lid : .... (zoals in het ontwerp).....

Artikel 7.-

De toelage is verschuldigd van de dag waarop de hogere functie werkelijk opgenomen werd, onverminderd de tijdsruimte bepaald in artikel 5. Zij wordt maandelijks, bij vervallen termijn, uitbetaald.

... /...

Ziekteverlof, dat meer dan vijftien dagen zonder onderbreking duurt, wordt in zijn geheel afgetrokken van de periode tijdens welke de hogere functie wordt uigeoefend.

Artikel 8.-

De toelage, verleend wegens uitoefening van hogere functies, wordt bij elke aanwijzing vastgesteld ten belope van het verschil tussen de bezoldiging, welke de betrokkene zou verkrijgen indien hij tot de graad van de voorlopig beklede functie werd benoemd, en de bezoldiging die hij in zijn werkelijke graad geniet.

Tijdens de uitoefening van de hogere functie, wordt deze toelage verminderd met de weddeverhogingen welke de betrokkene in zijn werkelijke graad geniet, en verhoogd met die welke hij volgens de weddeschaal van de voorlopig uitgeoefende functie zou genoten hebben, indien hij op het tijdstip. dat hij de interimaire functie werkelijk uitoefende in vast verband was benoemd.

Deze toelage wordt berekend op grond van het getal dagen tijdens welke de hogere functie wordt uitgeoefend, met dien verstande dat het jaar geacht wordt 360 dagen te tellen.

Artikel 9.- .... (tekst van artikel 8 van het ontwerp).....

Artikel 10.-

De uitoefening van een hogere functie verleent geen enkele aanspraak op een vaste benoeming tot die functie.

Wordt de betrokkene evenwel vast bevorderd tot de betrekking die hij zonder onderbreking heeft waargenomen, dan worden de ad interim verstrekte diensten in aanmerking genomen, zo voor de vaststelling van de wedde als voor de ranginneming, zonder evenwel te kunnen teruggaan tot vóór de datum waarop de betrokkene alle vereiste statutaire voorwaarden vervulde om tot de graad benoemd te worden.

.../...

Artikel 11.-

De in de Rijksbesturen geldende organieke bepalingen betreffende het interim of de plaatsvervanging in hogere of leidende functies worden opgeheven.

Artikel 12.-

De bepalingen van de artikelen 1, 2, 3 en 5 tot 9 van dit besluit worden op de tijdelijke personeelsleden van de administratieve kaders van toepassing verklaard voor de uitoefening van tijdelijke functies, die voorlopig niet door de titularis worden waargenomen.

OVERGANGSBEPALINGEN.

Artikel 13.-

Onverminderd artikel 6, zullen de personeelsleden, die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit met de uitoefening van een hogere functie zijn belast, welke ook hun statutaire toestand zij, de hun toevertrouwde hogere functie verder uitoefenen.

Artikel 14.-

De geldelijke toestand van de personeelsleden bedoeld in artikel 13 zal binnen drie maanden na het inwerkingtreden van dit besluit worden herzien. Deze herziening zal uitwerking hebben de dag waarop het tegenwoordig besluit in werking zal treden.

Artikel 15.-

Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

Artikel 16.-

De Ministers zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , .

VANWEGE DE REGENT :

De Eerste-Minister,

Etaient présents : Waren aanwezig :

Messieurs : J. SUETENS, président du Conseil d'Etat, président
De Heren : voorzitter van de Raad van State, voorzitter

V. DEVAUX, conseillers d'Etat
M. SOMERHAUSEN, raadsheren van State
J. VAUTHIER, assesseurs de la section de législation
F. DUCHENE, bijzitters van de afdeling wetgeving
G. PIQUET, greffier adjoint, adjunct-griffier, greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) G. PIQUET. (signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le Premier Ministre.
uitgifte afgeleverd aan de H.Eerste-Minister.

Le 15 mars 1950. De 15 Maart 1950.

Le Greffier du Conseil d'Etat, De Griffier van de Raad van State

K. MEES.